



**HAL**  
open science

**Oberti (Marco). – L'École dans la ville. Ségrégation, mixité, carte scolaire**

Jérôme Aust

► **To cite this version:**

Jérôme Aust. Oberti (Marco). – L'École dans la ville. Ségrégation, mixité, carte scolaire. Revue française de sociologie, 2009, 50 (1), pp.186-189. 10.3917/rfs.501.0177 . hal-03162135

**HAL Id: hal-03162135**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03162135>**

Submitted on 8 Mar 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0 International License

Dans un pays comme la France, les droits d'inscription et les frais de scolarité ne sont pas totalement nuls, mais la contribution des étudiants au financement de leur université ne représente qu'une infime partie (3 % environ) de la somme allouée par l'État. Pour augmenter cette proportion, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et plus récemment la Grande-Bretagne ont choisi de faire contribuer non pas les étudiants à l'orée de leur scolarité universitaire, mais les ex-étudiants, une fois qu'ils sont devenus diplômés du supérieur et qu'ils se trouvent dans une période de leur vie professionnelle où le remboursement progressif de leurs études ne leur pose plus de problèmes.

La plupart des pays font aujourd'hui face à des taux d'échecs et d'abandons extrêmement élevés dans les premiers cycles universitaires, notamment pour les étudiants d'origine modeste. Une des causes immédiates de ces taux d'échecs est le décalage entre les connaissances requises pour suivre des études à l'université et le niveau relativement faible des lycéens. Ainsi, nombre d'universités américaines ont mis en place d'ambitieuses politiques de remise à niveau. Ces dispositifs ont permis de réduire significativement les échecs. En Europe, un autre dispositif a eu des effets positifs, il s'agit des incitations financières en cas de réussite, soit sous la forme de primes sous condition de validation, soit par la modulation des frais d'inscription selon le nombre d'années nécessaires pour obtenir un diplôme.

Comme l'auteur le suggère, nous pensons que ces deux éléments seront insuffisants pour régler le problème. Les causes de l'échec se situent également dans la façon très approximative dont sont orientés bon nombre de lycéens, notamment les plus faibles. Ces problèmes d'orientation découlent en partie des déséquilibres entre les filières sélectives et non sélectives de l'enseignement supérieur. Une partie de l'échec en premier cycle y est clairement due à la

coexistence de filières technologiques ou professionnelles courtes (STS, IUT, etc.) autorisées à sélectionner et de filières généralistes tenues d'accueillir tous les candidats bacheliers qui se présentent à leurs portes. Tout au long de cet ouvrage, l'auteur a réfuté les thèses élitistes et malthusiennes. La démocratisation de l'enseignement a eu des effets positifs sur la mobilité sociale dans les pays qui ont ouvert progressivement les portes de l'enseignement secondaire puis supérieur aux générations nées après la guerre. Cette démocratisation reste inachevée aux regards des fortes inégalités sociales d'accès à l'enseignement supérieur.

**Éric Bernet**

IREDU

Cnrs-Université de Bourgogne

**Oberti (Marco). – *L'École dans la ville. Ségrégation, mixité, carte scolaire.***

Paris, Presses de Sciences Po, 2007, 299 p., 21 €.

*L'École dans la ville* invite le lecteur à une réflexion sur un sujet qui a été au cœur de la dernière campagne présidentielle, la carte scolaire. Ce dispositif, initialement construit pour gérer les effectifs, est devenu au fil du temps l'un des moyens essentiels d'assurer la mixité dans les établissements. S'il est avant tout l'ouvrage d'un spécialiste de l'urbain, le livre prolonge le dialogue fécond entre sociologie urbaine et sociologie de l'école en s'attachant à comprendre comment les classes sociales qui composent la société française cohabitent dans les espaces scolaires et résidentiels. Fouillée, la réflexion présente deux points forts. Le premier est de s'appuyer sur une démarche d'enquête rigoureuse ; le second est de fournir une description fine d'un processus souvent caricaturé en proposant au lecteur des clés de compréhension de sa dynamique.

Le premier point fort du livre réside dans l'intégration de la problématique d'une part, des terrains empiriques et des méthodes utilisées d'autre part. La notion de ségrégation, au cœur du questionnement, est définie comme le produit de l'intrication entre des inégalités et des discriminations. Les premières renvoient à des différences structurelles de dotation (culturelle, économique, etc.) entre les classes sociales. Les secondes visent des éléments beaucoup plus intentionnels et subjectifs : certains groupes cherchent à se distinguer d'autres, lesquels perçoivent ces actes comme une volonté explicite de mise à distance. Le territoire a un rôle dans ces dynamiques : en concentrant certaines franges de la population sur des espaces restreints, il contribue à leur associer durablement certaines caractéristiques. Le fait de recourir à un observatoire précis pour analyser la ségrégation a un avantage majeur : il permet à l'auteur de travailler sur des discriminations en acte et non pas seulement de recueillir les discours des acteurs sur ces pratiques. Le choix de la carte scolaire se révèle très judicieux : les familles subissent ce dispositif (le lieu de résidence, marqué par de profondes inégalités économiques, définit l'établissement d'affectation), mais ont aussi la possibilité de le contourner (ce qui autorise l'analyse des discriminations). Les options méthodologiques prolongent cette volonté d'articuler dans la compréhension variables structurelles et intentionnelles. L'ouvrage, c'est assez rare pour être noté, présente ainsi un véritable équilibre entre données quantitatives et qualitatives. En mobilisant les statistiques de l'Insee et du ministère de l'Éducation nationale, Marco Oberti saisit les variables sociodémographiques ; l'utilisation des soixante-dix-neuf entretiens réalisés avec des parents l'autorise à rendre compte des dynamiques plus subjectives. L'auteur parvient, enfin, à faire varier les échelles d'analyse. Le terrain empirique choisi, le département des Hauts-de-Seine, est d'abord soumis à un examen mésosco-

pique. Ce premier balayage à un niveau départemental permet d'inclure la quasi-totalité des groupes qui composent la société française, des plus riches aux plus précaires. Marco Oberti resserre ensuite sa focale en analysant deux cas contrastés, Nanterre, commune populaire qui accueille aujourd'hui des classes moyennes, et Rueil-Malmaison, plus bourgeoise. Avec ce zoom, ce sont cette fois les logiques différenciées d'investissement des champs scolaire et résidentiel qui sont éclairées.

Le second point fort du livre est de proposer une véritable lecture des dynamiques à l'œuvre. L'ouvrage a une triple ambition : décrire, comprendre et expliquer les choix résidentiel et scolaire des différentes classes sociales. L'auteur s'attache d'abord à fournir une description fine des relations entre espaces urbain et scolaire. Il démontre que, si l'école est dans la ville, le champ scolaire dispose d'une certaine autonomie. Les établissements reflètent en partie les déséquilibres urbains. Les communes les plus riches sont celles qui bénéficient de l'offre scolaire la plus étendue, des classes préparatoires aux grandes écoles et des établissements privés les plus prestigieux. Les communes les plus défavorisées sont l'image inversée de cette situation. Elles cumulent les handicaps : offre scolaire exiguë, options destinées aux élèves en difficulté, absence de classes préparatoires, équipes éducatives très jeunes. Plus encore que le quartier, l'école est cependant socialement sélective. Certains groupes sociaux, en contournant la carte scolaire, altèrent la mixité des établissements. Ces pratiques sont socialement, mais aussi géographiquement situées. Socialement d'abord, elles sont le fait, avant tout, des classes supérieures et, dans une moindre mesure, des classes moyennes, pourtant souvent désignées comme responsables du phénomène. Géographiquement ensuite, elles ne se résument pas à une fuite des établissements des quartiers populaires. Si cette dernière est effective pour les institutions

les plus stigmatisées, l'évitement scolaire concerne également d'autres communes, notamment celles situées à immédiate proximité des espaces les plus favorisés et celles qui ne disposent pas d'écoles privées. Les taux d'évitement les plus faibles sont finalement ceux des communes les plus riches : les classes supérieures, en accédant à un espace résidentiel très sélectif, « achètent » aussi l'accès aux meilleures écoles pour leurs enfants.

La deuxième ambition du livre, plus compréhensive, est de cerner les « bonnes raisons » qui conduisent certaines familles à contourner la carte scolaire. En mobilisant les entretiens, l'auteur montre que, derrière les pratiques d'évitement, ce sont des relations distinctes à l'école et à l'environnement urbain qui s'expriment. En s'appuyant sur le modèle de la sociologie de l'expérience de François Dubet, il distingue trois formes de rapport à l'école et la ville. La première est marquée par le retrait. Caractéristique des populations précaires reléguées dans des espaces scolaire et urbain stigmatisés, elle est dominée par la défection et le désinvestissement. L'école est perçue comme incapable d'assurer l'intégration et la promotion sociale. Ce premier type de relation est peu présent dans l'ouvrage qui fait le choix de ne pas se centrer sur les quartiers les plus déshérités, fortement investis par les chercheurs en sciences sociales. Le deuxième rapport à l'école et à la ville, la protection et l'intégration, est plutôt celui des classes moyennes vivant dans des quartiers mixtes. L'école est vue comme un lieu de socialisation de l'enfant qui doit être à l'image d'une société marquée par une profonde diversité. Plus qu'une recherche de l'excellence, c'est un désir d'être dans la moyenne qui s'exprime ici. C'est seulement quand l'école devient stigmatisée que ces familles pratiquent l'évitement. Le dernier rapport à l'école, la performance et la fermeture, est plutôt celui des classes supérieures. Un haut

niveau de formation, mais aussi l'homogénéité ethnique et sociale sont directement recherchés. L'école est perçue avant tout comme un lieu d'apprentissage qui doit développer au mieux les capacités de l'enfant pour lui permettre de conserver ou d'améliorer la position socioprofessionnelle de ses parents. Dans cette perspective, l'école doit mettre à distance les inégalités de la société.

La troisième ambition du livre est d'analyser les dynamiques qui résultent de ces différents rapports à l'école et à la ville. L'auteur insiste sur le fait que les classes moyennes sont coincées par la double polarisation de la société française. Polarisation par le bas d'abord, avec une relégation contrainte de la frange la plus précaire des classes populaires dans des espaces urbain et scolaire stigmatisés qui constituent un véritable repoussoir pour les classes moyennes ; mais aussi polarisation par le haut, finalement plus forte, mais moins visible médiatiquement que la première, dans les beaux quartiers, où les classes supérieures pratiquent des stratégies scolaire et résidentielle plus sélectives que jamais. Les classes moyennes sont prises dans une tension entre ces deux phénomènes. Elles ne veulent (et ne peuvent) pas adopter les pratiques ségrégatives des franges supérieures de la société. Leur mode de vie urbain, mais aussi leur goût pour la mixité sociale et ethnique les poussent à résider dans des espaces mixtes. Parce qu'elles doivent leur position socioprofessionnelle à leurs titres scolaires, elles se refusent cependant à hypothéquer les chances de réussite de leurs enfants en les scolarisant dans des établissements stigmatisés. L'auteur analyse cette crispation scolaire des classes moyennes comme une réponse aux stratégies très sélectives des classes supérieures.

L'ouvrage, s'il apporte beaucoup, n'est pas, comme toute recherche, exempt de critiques. Trois remarques, qui correspondent aux trois ambitions du livre, peuvent être dégagées. La première renvoie à la

délimitation des classes moyennes. Marco Oberti, reprenant la définition de Louis Chauvel dans *Les classes moyennes à la dérive*, isole trois critères pour les circonscrire : un niveau de rétribution moyen, une position intermédiaire dans l'espace socio-professionnel et une idéologie du progrès marqué par le refus du déclassement. Si toute définition a ses inconvénients, celle-ci présente celui de ne pas prendre en compte le capital culturel des parents qui, pourtant, peut avoir des incidences fortes sur leurs stratégies. On peut regretter ici que les choix scolaires soient uniquement indexés à la profession d'appartenance et non aux diplômes détenus par les parents.

La deuxième critique renvoie aux fondements des discriminations. Dans l'ouvrage, l'adjectif ethnique est souvent accolé à celui de social pour signaler que les deux composantes ont partie liée dans les logiques de distanciation. Ce faisant, Marco Oberti opte pour la prudence, mais ne lève pas l'ambiguïté. Or, le lecteur a parfois l'impression que l'essentiel est moins la classe d'appartenance que l'origine ethnique. C'est particulièrement net dans les interviews conduites avec des parents aisés qui font des choix très sélectifs sur les plans résidentiel et scolaire (pp. 223-228). Si la majeure partie des interviewés reste très ambiguë (indiquant qu'ils ne veulent pas que leurs enfants fréquentent « ceux des HLM »), les quelques personnes qui le sont moins stigmatisent bien plus l'ethnie que la classe d'appartenance. Si les données quantitatives ne pouvaient permettre de trancher cette question (l'Insee ne recense pas l'origine ethnique), les entretiens auraient dû faire l'objet de relances plus systématiques sur ce point pour comprendre les ressorts de l'évitement.

La troisième critique, sans doute la plus forte, porte sur les dynamiques identifiées. Marco Oberti semble, d'abord, minimiser le rôle des classes moyennes dans la production de la ségrégation. Sans sous-estimer le désir de mixité exprimé dans les entretiens, le « choix » par les représentants des classes moyennes des

quartiers populaires comme lieu de résidence est peut-être aussi le produit des prix très élevés du marché immobilier francilien. Quand ils retrouvent des marges de manœuvre, notamment dans le choix de l'école, ils pratiquent l'évitement et, par là, engendrent aussi de la ségrégation. Plus qu'imposée par les seules franges supérieures, cette dernière peut apparaître comme produite, à des degrés variables, par tous ceux qui « ont les moyens » de jouer ces jeux, les seuls qui n'y contribuent pas et les subissent étant les classes populaires. Ensuite, la part des institutions publiques semble sous-estimée. En bon sociologue urbain, Marco Oberti analyse le rôle des collectivités locales dans le peuplement des territoires. Singulièrement, pareille analyse n'est pas conduite dans la compréhension des discriminations scolaires. Ni le poids de la direction et des équipes pédagogiques des établissements, qui peut peser sur la structuration de l'offre de formation, ni celui de l'administration de l'Éducation nationale, qui peut réguler ces comportements, ne sont discutés. Tout se passe comme si l'État n'agissait que comme un arbitre entre les groupes sociaux enregistrant le résultat de leurs pratiques sans avoir d'incidence sur elles.

Ces critiques sont paradoxalement le signe que Marco Oberti réussit son pari en construisant une véritable réflexion scientifique sur un sujet d'une brûlante actualité. Si elles ont pu être opérées, c'est bien parce que l'auteur livre au lecteur la totalité des sources qui balisent son raisonnement et lui donne, par là, la possibilité de contrôler systématiquement ses montées en généralité. *L'École dans la ville*, loin d'être un essai sur un thème médiatique, constitue une pierre angulaire dans le traitement de la question, passionnante, de l'incidence de l'espace dans la cohabitation entre les groupes sociaux.

**Jérôme Aust**

*Centre de sociologie des organisations  
Sciences Po-Cnrs*